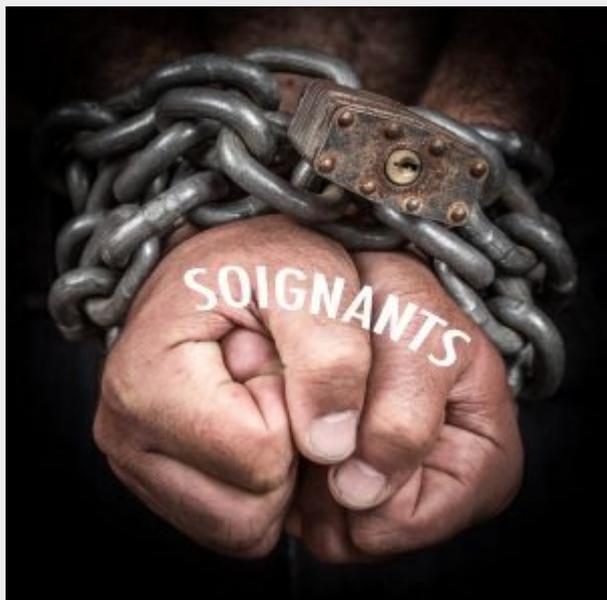


Seule la liberté des médecins et soignants peut sauver la médecine pour les malades



[Voir aussi sur la-verite-vous-rendra-libres.org]

Par le Dr Gérard Delépine, le 8 juin 2022

L'échec des politiques sanitaires des 20 dernières années

D'après l'OCDE la France est l'un des pays qui consacre le plus de richesse aux dépenses de santé en pourcentage du PIB avec 12,4 %^([1] <https://www.vie-publique.fr/fiches/37910-depenses-de-sante-par-rapport-au-pib>) derrière les USA (17 %), avec la Suisse et l'Allemagne. Mais alors qu'en 2000 nous figurions à la première place du classement OMS^([2] <https://www.universalis.fr/encyclopedie/sante-le-systeme-de-sante-francais/2-le-parcours-de-soins/>)), celui de 2021 nous a rétrogradé en 16^e position, juste avant l'Italie.^([3] <https://international-leader.com/classement-2021-des-6-pays-ayant-le-meilleur-systeme-de-sante-au-monde/>) Ce déclassement hospitalier de la France a été abondamment illustré par des attentes devenues interminables aux urgences se terminant parfois par la mort. Les très nombreuses grèves et manifestations d'appel au secours de soignants pendant plusieurs mois ont été méprisées par le gouvernement Macron et n'ont reçu comme réponse que gaz lacrymogène et flash balls.

Le Ségur de la santé de juillet 2020 n'a été qu'une parodie de discussion sans aucune décision permettant de remotiver les personnels et deux organisations syndicales ont signalé :

« l'absence de mesures efficaces pour les médecins en début de carrière et plus largement pour tous ceux qui assurent des gardes. »

La dictature sanitaire de ces deux dernières années

Lors de cette crise Covid, le gouvernement craignait que l'incapacité de l'hôpital de répondre aux besoins prévus de la population ne démontre à celle-ci la gravité des dégâts occasionnés par sa politique sanitaire passée.

Au lieu de remettre en question celle-ci, le ministère en a profité pour imposer des mesures de coercition inefficaces et au total infiniment plus coûteuses qu'une remise en état du système sanitaire.

La maltraitance accrue des médecins a atteint des sommets incroyables avec la négation gouvernementale du rôle de l'examen clinique par les médecins de ville (*n'allez pas voir votre docteur !*), l'interdiction de prescrire les médicaments qu'ils estimeraient utiles (tels que la chloroquine, les antibiotiques, l'Ivermectine, la vitamine D etc.), la recommandation du Doliprane, l'incitation au meurtre par le décret Rivotril, la propagande officielle pour le Remdesevir et ses invraisemblables achats par la Commission européenne et dans une moindre proportion par l'État français (*achats liés apparemment aux conflits d'intérêts de certains membres du comité scientifique, et alors que ce remdesevir a été déclaré médicament inefficace et dangereux par l'OMS*), l'établissement d'une censure généralisée dans les médias et Internet et le rétablissement du délit d'opinion pour les médecins (*[4] Avec poursuites intentées par l'ordre des médecins contre les docteurs dont les propos s'opposent à la propagande officielle comme Raoult, Perrone et les autres lanceurs d'alerte.*)), la propagande sans limite et les chantages permanents aux libertés élémentaires pour forcer la population à se faire injecter des médicaments expérimentaux mensongèrement qualifiés de vaccin, culminant avec l'obligation pour les soignants et de nombreux autres professionnels de se faire injecter ces produits incapables de protéger de la maladie ni de la transmission et potentiellement dangereux.

Comme le souligne le rapport du

Sénat (*[5] http://www.senat.fr/seances/s202102/s20210210/s20210210005.html#Ni_v1_SOM4*):

« Doit être aussi questionné l'hyper-présidentialisme, qui voit se concentrer autour d'un seul un conseil de défense, un conseil scientifique, un comité d'analyse et de recherche, puis un autre conseil scientifique sur les vaccins épaulé par trois cabinets de conseil privés, ...et dont le fonctionnement reste opaque, sans contrôle public du Parlement et des acteurs du territoire ».

En période de pénurie avérée, exclusion des soignants sous un prétexte fallacieux est criminel !

Désormais incapables d'exercer leur métier en respectant le serment d'Hippocrate auquel ils sont viscéralement attachés, beaucoup de confrères ont préféré démissionner, se faire exclure de la profession ou prendre une retraite anticipée. Ils sont en réalité beaucoup plus nombreux que les 15000 exclus que reconnaît le ministre de la Santé qui fait semblant d'ignorer les démissions, les retraites anticipées et les changements de carrière vers les métiers non soignants (de la recherche, de la fonction publique ou des laboratoires pharmaceutiques) ou même étrangers au secteur médical.

Ces soignants ne sont pas des antivax comme le gouvernement le répète en permanence car la plupart ont, au cours de leur carrière, largement conseillé et vacciné leurs patients et se sont fait injecter de vrais vaccins : ce sont des vaccino prudents. La prudence s'impose en effet devant une mise sur le marché totalement précipitée de ces substances en essai thérapeutique, en moins d'un an, avant la fin des essais phase 3 alors qu'il faut en moyenne 10 à 15 ans pour de vrais vaccins.

Le bienfondé de cette prudence a été malheureusement rapidement confirmé par les complications (officiellement imprévues) ([6] Mais dont les documents Pfizer cachés ont démontré que les premières semaines d'essai avaient révélé toutes ces complications rapides et parfois mortelles. Le mur de mensonges se lézarde depuis que la justice américaine a rendu obligatoire la diffusion des documents secrets des essais.

Les DOCUMENTS SECRETS DES ESSAIS PFIZER révèlent DEUX FOIS PLUS DE DECES PARMI LES VACCINES que les non injectés | LE BLOG DE PATRICE GIBERTIE (pgibertie.com)) ([7] Pfizer's Documents – Public Health and Medical Professionals for Transparency (phmpt.org)) qu'ont subies les premiers soignants à se faire injecter, au point que la HAS pourtant très favorable à la pseudo-vaccination a dû recommander de « *NE PAS « VACCINER » EN MEME TEMPS TOUS LES SOIGNANTS D'UN SERVICE* » pour éviter les fermetures provisoires des dits services.

La liste colossale des complications recensées en Europe par Eudravigilance, aux USA par le VAERS mais aussi en Grande-Bretagne, en Israël, et la divulgation grâce à la justice américaine du dossier Pfizer de la FDA montrent que ces injections ont été suivies en 16 mois de plus de morts et de séquelles graves que toutes les vaccinations depuis 30 ans.

De plus ces complications ont été imposées sans aucun bénéfice autre que celui des laboratoires pharmaceutiques qui avaient prétendu que leurs vaccins étaient efficaces à 97 %, alors que les données publiées par l'OMS montrent que depuis les grandes campagnes de « vaccination » le nombre des contaminations mondiales a été multiplié par 6,5 (de 83 millions le 31/12/2020 à 532 millions le 6/6/22) et celui des morts attribuées au Covid19 par 3,5 (de 1,8 million au 31/12/2020 à 6,28 au 6/6/2022).

Eliminer des soignants pour des injections qu'ils refusent car elles ne les protégeraient pas plus que leurs contacts de la maladie tout en leur faisant courir des risques, est éthiquement et médicalement incompréhensible.

Ces soignants exclus sont aussi victimes de leur honnêteté : du fait de leur profession il leur était particulièrement facile de faire semblant de se faire vacciner comme beaucoup de politiques et de journalistes, mais leur éthique leur a interdit de faire ou d'utiliser de faux certificats. ([8] Espagne : Vaccinés pour de faux : la liste de tous les chanteurs, sportifs et hommes d'affaires ayant fait l'objet d'une enquête dans le cadre de l' « opération Jenner ». – Résistance (resistance-mondiale.com)) Mais ces mêmes politiques osent prétendre qu'ils manqueraient d'éthique !

Pour l'urgentiste Christophe Prudhomme suspendre les soignants, « c'est catastrophique au niveau sanitaire ». Le Dr Patrick Pelloux, président de l'Association des Médecins Urgentistes de France (AMUF) a lui, plaidé pour un retour des non-vaccinés dans les hôpitaux jugeant que la situation est « catastrophique ». « *Il y a le feu au lac ! La crise que vit l'hôpital est historique. Dans ce contexte, on ne peut pas se passer des 15 000 personnes suspendues* » mais manifestement le ministère de la santé les considère comme de simples médecins ignorants des réalités virtuelles dans lesquelles vit le gouvernement.

Début juin 2022, au moins 120 services d'urgence sont incapables d'assurer une continuité de service avec des difficultés majeures à boucler les listes de garde, une pénurie permanente d'effectifs médicaux et paramédicaux, un absentéisme fortement augmenté...

Même choses pour les services de psychiatrie et d'obstétrique et de nombreux autres services.

Les blocs opératoires ont dû réduire leurs activités retardant d'autant des interventions urgentes et encore davantage les opérations courantes.

En même temps, en médecine de ville, les déserts médicaux se multiplient et les revendications ont pris de l'ampleur.

Et l'été approche avec les absences dues aux vacances qui aggraveront la situation.

La qualité de la médecine et son attractivité nécessitent la liberté.

Ayant exercé la médecine puis la chirurgie pendant près de cinquante ans j'ai vécu une période heureuse où je pouvais prescrire et opérer librement sous ma responsabilité directe. Je pouvais respecter le serment d'Hippocrate et assurer les meilleurs soins aux malades selon l'état de la science, mon expérience et mon imagination.

Certes je m'exposais aux foudres d'un Conseil de l'Ordre peu ouvert aux progrès([9] Ainsi en 1986 on me reprocha de ne pas amputer les malades atteints de cancer des membres car il s'agissait «*d'une méthode non validée par la science* » alors qu'elle s'est depuis imposée dans tous les pays riches.))([10] Plainte contre le Pr Raoult : moi aussi j'ai eu affaire au Conseil de l'Ordre...

<https://ripostelaique.com/plainte-contre-le-pr-raoult-moi-aussi-jai-eu-affaire-au-conseil-de-lordre.html>)), mais jamais l'administration ne s'immisçait dans mes indications. Et les malades témoignaient leur reconnaissance avec des sourires, des remerciements, des petits cadeaux souvenirs ; comme fromage ou vin de leur production familial. C'était le bonheur d'être utile, passionné et libre.

Mais dans les années 1990 l'exercice médical est devenu plus difficile, car le coût à court terme est devenu la priorité absolue des gestionnaires hospitaliers.

Un jour, je n'ai obtenu la prise en charge d'une prothèse nécessaire pour éviter l'amputation d'un malade qu'en menaçant le directeur de l'hôpital (qui la refusait) d'organiser une quête nationale avec exposé des motifs dans les journaux !

Le malade a pu conserver sa jambe, mais mon dossier administratif en a fortement souffert.

Quelques années plus tard, lors de la retraite de mon épouse, son service de Garches a été fermé alors qu'il pouvait parfaitement([11] Durant son fonctionnement ce service n'a jamais été l'objet d'une plainte de malades ou de leur famille mais la bureaucratie et ceux que nous dérangions nous ont gratifié d'une dizaine d'audits. Les familles enchaînaient manifestations devant le siège de l'aphp ou du ministère et ont même fait une grève de la faim en juin 2014 ; la direction fit évacuer ces parents par des CRS...lire « neuf petits lits sur le trottoir » N Delepine ed fauves 2014.

)) continuer à traiter les petits malades cancéreux grâce aux compétences reconnues de ses membres plus jeunes. Le directeur de l'APHP avait décidé de dédier ses établissements à la « Recherche », (celle des subsides de l'industrie pharmaceutique qui rémunère les établissements et les médecins) au lieu de se consacrer à remplir en premier lieu la mission de l'hôpital, les soins.

Les dangers immédiats exigent un changement de méthode !

Deux ans après la pseudo concertation du Ségur de la santé([12] Les Contes de Ségur, revus et corrigés par O. Véran. Communication ou véritable réforme ? | FranceSoir)), c'est la totalité des soignants – des étudiants aux médecins et autres soignants en exercice, des prestataires de santé à domicile aux EHPAD – qui se demandent s'ils pourront enfin traiter leurs malades dans des conditions décentes de liberté et de qualité.

La « perte de repères » qu'ils vivent vient d'être illustrée par l'enquête Odoxa pour la MNH([13] Perception des Français et des professionnels de santé sur l'hôpital, le système de santé et l'attractivité des métiers de la santé <http://www.odoxa.fr/wp-content/uploads/2022/05/CP-MNH.pdf>)), montrant aussi qu'une forte majorité d'hospitaliers subissent un niveau de stress « inacceptable »..

Mais au lieu de traiter les vraies causes de cette désaffection croissance des médecins, les solutions autoritaires faciles que proposent les élus mal informés (*telles que forcer les praticiens de ville qui restent et qui travaillent souvent 60 heures par semaine à prendre des gardes de nuit, ou obliger les nouveaux praticiens à s'installer dans les déserts médicaux*) vont l'aggraver. En voulant rajouter des mesures contraignantes, ils risquent de faire fuir encore davantage les soignants. On n'attire pas les mouches avec du vinaigre !

Emmanuel Macron a promis 50 000 nouveaux postes d'infirmières et d'aides-soignants sur cinq ans, une promesse qu'il sera bien en peine de réaliser même en titularisant les soignants et tous les médecins étrangers vivants en France alors que les candidats font défaut, à moins de supprimer l'inutile obligation d'injection des soignants et de supprimer le poids administratif qui pèse sur leur exercice quotidien via les cadres de santé, le temps passé sur l'écran pour rien d'efficace et les plannings délirants.

D'autant que la préparation du projet de loi de financement de la Sécu (PLFSS 2023) se profile avec un parcours d'équilibriste très incertain : le redressement de la Sécu, exsangue (24,6 milliards d'euros de déficit l'an passé) alors que les revendications du secteur n'ont jamais été aussi fortes avec l'inflation approchant les 5 %.

Dans ce contexte la réintégration immédiate des soignants ignominieusement démis et la suppression de toutes les mesures coercitives inutiles (masques, pass) qui persistent toujours à l'hôpital y compris pour les visiteurs (ce qui rend la vie des soignants encore plus difficile, par honte de cette maltraitance) et les EHPADs sont des mesures peu coûteuses qui pourraient faire immédiatement réapparaître au moins 20000-30000 soignants et éviter de nombreuses démissions ou arrêts maladies supplémentaires.

Élisabeth Borne affirme vouloir « des mesures efficaces pour l'été ».

Mais ces mesures supposent que la ministre rompe définitivement avec son autoritarisme passé qui lui a fait supprimer le contrat de travail des salariés des entreprises recevant du public pour cause de non-vaccination, le tout sans droit au chômage ni au RSA, les transformant de fait en sdf en l'absence de gros soutiens des familles. Tout laisse craindre que le dogmatisme, l'autoritarisme et la corruption

l'emporteront sur le pragmatisme et que l'été sanitaire sera chaud.

Et la nouvelle ministre Mme Bourguignon a été formée par O. Véran, ce qui laisse craindre la suite.

Espérons que nous nous trompons.

Des soignants ont envahi le comité technique de l'hôpital de #Montauban pour exiger la réintégration de 13 soignants suspendus pour des pass vaccinaux incomplets alors que la situation de l'hôpital public est déjà critique pic.twitter.com/dBvVhhz0JF

– Anonyme Citoyen (@AnonymeCitoyen) June 7, 2022

Une injection acceptée, deux, des ennuis, combien en faudra-t-il ? d'autant qu'ils ne tiennent pas compte des « ennuis ». Une collègue injectée pour poursuivre son job a fait une myocardite sévère. On la force à se réinjecter. Comment survivre à une telle violence physique et morale ?

Marseille aujourd'hui: les soignants suspendus devant l'ARS "On nous a envoyé des huissiers pr nous réclamer de l'argent! avoir été au resto du coeur pour nourrir mes 2 enfants je pense que c la pire chose que j'ai faite dans ma vie" C très grave et honteux #Macron #Pfizer #Veran pic.twitter.com/E6BJsPm030

– LE GÉNÉRAL Officiel© (@Le_General_off_) June 3, 2022

Et si le peuple ne se réveille pas pour soutenir les soignants ... :

Nous sommes au bord du précipice sanitaire et Macron nous dit « en avant »



Notes et références :